

Aldo Moro, un assassinat au cœur de l'État italien

Introduction

Val Brandely

Bonjour Philippe Foro, vous êtes maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Toulouse Jean-Jaurès, chargé de cours à l'Institut catholique de Toulouse et professeur en histoire de l'Église et du christianisme au séminaire Saint-Cyprien de Toulouse.

Vous êtes spécialiste de l'histoire politique et culturelle de l'Italie contemporaine depuis l'unité, de la réception de l'Antiquité dans l'Italie des XIX^e et XX^e siècles et de l'histoire du catholicisme contemporain.

En 2022, vous avez présenté votre mémoire d'habilitation à l'Institut d'Études Politiques de Paris, intitulé *Aldo Moro, un catholique en politique : promoteur, acteur et martyr de la République italienne*.

Philippe Foro

Merci Val et merci de l'accueil.

Aldo Moro, homme politique italien

Val Brandely

Aujourd'hui, nous nous retrouvons pour parler de votre mémoire d'habilitation et surtout, pour parler d'Aldo Moro. Pour commencer, qui est cet homme et quel rôle a-t-il joué dans l'histoire politique de l'Italie ?

Philippe Foro

Merci de me donner l'occasion de parler d'Aldo Moro. C'est un personnage relativement peu connu en France ou alors, quand on le connaît, c'est par sa mort tragique.

Quand commencent les années de plomb, à la fin des années 1960, Aldo Moro est un homme qui a déjà une grande carrière politique derrière lui. Il est véritablement au pouvoir dans les années 60, où il a la responsabilité du

Mondes Sociaux : Aldo Moro, un assassinat au cœur de l'État italien

gouvernement. Entre décembre 1963 et les élections de mai 1968, il est président du Conseil, chef du gouvernement.

Il dirige une coalition de centre-gauche puisqu'il a négocié avec le Parti socialiste l'entrée des socialistes dans le gouvernement, chose qu'on n'avait pas vue depuis 1947. Il ouvre cette phase politique de centre-gauche dans les années 60.

Dans les années 70, il continue à être au premier plan de la vie politique italienne puisqu'on le retrouve ministre des Affaires étrangères entre 1969 et 1974. Il y a juste une petite interruption d'une année, entre 1972 et 1973. Il redevient président du Conseil en 1974.

En octobre 1976, dernière étape, il est élu président de la Démocratie chrétienne. Il est probable qu'il aurait été élu chef de l'État aux élections présidentielles de 1978, sauf que la mort est venue le chercher avant.

Enlèvement, séquestration et assassinat d'Aldo Moro

Val Brandely

Que lui est-il vraiment arrivé ?

Philippe Foro

Le 16 mars 1978, un commando des Brigades rouges tend un guet-apens à la voiture du président Moro et à celle où se trouvent ses gardes du corps. Vers neuf heures du matin, il est enlevé et son escorte est tuée. Les cinq gardes du corps vont être assassinés.

Je dirais qu'ils ont commis quelques imprudences. Ils empruntaient toujours le même trajet pour aller de la maison d'Aldo Moro jusqu'au centre de Rome, donc cela avait été repéré. Le garde du corps qui se trouvait devant le président Moro, qui était à l'arrière de la voiture, avait déposé son pistolet dans la boîte à gants, ce qui n'est pas très utile parce que le temps d'ouvrir le compartiment, il est trop tard. Donc il y a eu une série d'erreurs.

Le commando des Brigades rouges a enlevé Moro et pendant 55 jours, ils l'ont installé dans ce qu'on appelle la « prison du peuple ». C'était un appartement qu'ils avaient acquis dans une banlieue de Rome, dans la zone de Monteverde. Il y avait une petite pièce de trois mètres sur un mètre, aménagée derrière une bibliothèque, où Moro a été enfermé pendant 55 jours sans ouverture.

Ils vont l'interroger et le juger, parce qu'ils se vivent comme représentants du peuple. C'est la phraséologie traditionnelle de l'extrême gauche : « Nous sommes le peuple par rapport à cet Aldo Moro qui représente le capitalisme, le

pouvoir bourgeois, le parlementarisme, etc . » Donc il va être jugé et ils vont le condamner à mort. Seulement, est-ce qu'il faut passer à l'acte, c'est-à-dire tuer quelqu'un de sang-froid ? Même si vous êtes révolutionnaire, ce n'est pas spontanément aisé.

L'une des femmes appartenant au groupe des brigadistes, qui a gardé Aldo Moro, décrit la scène. Nous sommes le 9 mai et Moro a été enlevé le 16 mars. Le 9 mai 1978, très tôt le matin, ils l'habillent avec le costume-cravate qu'il avait le 16 mars. Ils le font descendre dans le garage en dessous de l'immeuble et ils vont le mettre dans un coffre de voiture, une fameuse Renault 4L rouge.

Anna Laura Bragheti, qui raconte cet événement, dit qu'une dame rentre dans le garage vers cinq heures et demie du matin pour abattre Moro. Elle va prendre sa voiture et commencer une petite conversation. Moro est là, dans la voiture, et la jeune femme qui venait de rentrer disait : « Je pars un peu tôt parce que je dois partir à mon lycée et comme il est un peu loin de Rome, je veux éviter les embouteillages. » Anna Laura Bragheti explique que Moro ne dit rien. Il ne crie pas, il ne dit rien.

La voiture part. Après, ils vont abattre Moro d'une série de coups de pistolet silencieux dans la zone du cœur. La Renault 4L va être déposée via Caetani, où il y a une plaque aujourd'hui. D'ailleurs, quand je vais à Rome, je vais assez régulièrement me recueillir devant cette plaque. Ensuite, on va téléphoner à un ami d'Aldo Moro, l'un de ses anciens étudiants, pour lui dire que le président est mort.

Contexte politique de l'Italie après la Seconde Guerre mondiale

Val Brandely

Pouvez-vous nous expliquer les différents courants politiques qui sont en jeu à ce moment-là en Italie ?

Philippe Foro

Bien sûr. L'Italie connaît alors un grand changement politique, d'abord par la chute du régime fasciste, mais aussi à la suite du référendum du 2 juin 1946. Ce jour-là, on demande au peuple italien de choisir une assemblée constituante et de répondre à la question suivante : souhaite-t-il conserver la monarchie de la dynastie des Savoie, qui a participé à l'unité du pays, ou faut-il changer de régime et adopter la République ? À 54 % des voix, les Italiens et les Italiennes vont adopter la République, ce qui fait qu'une démocratie italienne va se constituer dans un cadre républicain.

De la fin des années 40 jusqu'à la mort d'Aldo Moro en 1978, deux grandes formations dominent vraiment le paysage politique. D'une part, il y a la Démocratie chrétienne, un parti qui s'établit dans la clandestinité en 1942, avant même la chute du fascisme. Il va constituer le cœur du pouvoir pendant une quarantaine d'années. De l'autre côté, dans l'opposition, il y a le Parti communiste italien, un autre grand parti populaire. L'Italie a eu le plus grand parti communiste de tout le monde occidental.

Pour vous donner une idée de la force de ces deux grands partis populaires, aux élections législatives de 1976, la Démocratie chrétienne a obtenu 38,8 % des voix et le Parti communiste 34,4 %. C'est-à-dire que les trois quarts des Italiens ont voté pour les démocrates chrétiens ou pour le Parti communiste.

Et puis, il ne faut pas oublier non plus le Mouvement social italien, un mouvement néofasciste qui a toujours eu des élus au Sénat et à la Chambre des députés.

Résurgence du néofascisme en Italie dans les années 1970

Val Brandely

Justement, j'allais y venir. Dans les années 60-70, il y a toujours une présence néofasciste en Italie. On peut d'ailleurs le constater avec les nombreux attentats.

Philippe Foro

Absolument. Officiellement, une loi de 1946 interdit la reconstitution d'un parti fasciste en Italie. Il ne peut plus y avoir de formation politique qui porterait le titre de « parti fasciste ».

Mais une nouvelle formation apparaît en 1946, le Mouvement social italien. Il est en fait composé d'anciens dirigeants de la dernière phase du fascisme, ce qu'on appelle la République sociale italienne. Par exemple, l'un des fondateurs de ce parti est Giorgio Almirante, qui a servi le fascisme dans le cadre de la presse.

Mais encore une fois, comme le système électoral italien fonctionne sur le principe de la proportionnelle, il a toujours bénéficié de quelques élus, voire même de plusieurs dizaines d'élus, si l'on se rappelle des élections de 1972.

Il s'agit là de la façade présentable du néofascisme. À côté de cela, vous faisiez tout à l'heure allusion à la question des attentats, il y a des groupuscules néofascistes qui refusent la démocratie parlementaire et qui veulent, par le biais d'attentats, déstabiliser le système italien en créant une terreur et pousser l'État italien à des solutions franchement autoritaires.

Par exemple, il semble qu'en 1969, pour l'attentat à la Banque de l'agriculture à Milan qui a tout de même fait 17 morts, le modèle qu'ont ces terroristes néofascistes est celui des colonels grecs, une dictature qui a pris forme en Grèce en 1967, où l'armée a pris le pouvoir.

La démocratie italienne va résister mais ça va être des moments extrêmement tragiques pour la société italienne. C'est ce qu'on appelle la stratégie de la tension, la tension pour pousser l'État jusqu'aux extrêmes limites.

En même temps, vous avez aussi une extrême gauche qui se lance dans le terrorisme. À côté de ces attentats néofascistes, une partie de l'extrême gauche italienne va elle-même franchir le pas de la violence politique. Aldo Moro est l'un des grands responsables politiques au moment de ces événements.

Un groupe en particulier, qui s'appelle les Brigade Rosse (en français, les Brigades rouges), va décider en 1975-1976 d'attaquer le cœur de l'État par des attentats relativement ciblés sur des magistrats, des policiers, des gardiens de prison, des journalistes, etc. Leur coup d'éclat, le zénith, l'apogée, c'est quand ils vont réussir à enlever Aldo Moro, alors président de la Démocratie chrétienne, le 16 mars 1978.

Circonstances floues autour de l'affaire Moro

Philippe Foro

Je n'ai évidemment pas de preuves tangibles parce que des consignes orales ne laissent pas de trace comme un document écrit, mais le sentiment que j'ai c'est qu'à un certain niveau de l'État italien, peut-être que des services secrets liés aux États-Unis dans le cadre de ces années 70 et de la guerre froide n'étaient pas favorables à la politique d'ouverture au Parti communiste d'Aldo Moro.

Je me demande s'il n'y a pas eu la volonté de ne pas négocier. Évidemment, c'est difficile pour un gouvernement de négocier avec un groupe terroriste. Mais je me demande quand même s'ils ne se sont pas dit : « Les brigadistes ont Moro, qu'ils le gardent et éventuellement, si on en arrive à une fin tragique et qu'ils le tuent, eh bien ce sera bon débarras. », si j'ose dire.

Donc je ne sais pas à quel niveau de l'État, je n'ai pas de preuves tangibles, mais je crois qu'il y a peut-être eu ces pensées chez certains. D'ailleurs, d'après certains témoignages, on peut même se demander si on ne savait pas dans quel immeuble avait été retenu Moro, mais on n'a rien fait.

Tout ceci garde une part de mystère et je dois avouer que dans la troisième partie de ce travail, qui s'intéresse à l'affaire Moro et aux 55 jours de séquestration, je pose des questions, je mets des cartes et des hypothèses sur la table, mais j'ai du mal à trancher de manière définitive. L'historien doit

parfois avouer qu'il est quelque peu démuni et c'est le cas dans cette affaire en particulier.

Malheureusement, Moro a peut-être été victime d'une espèce de raison d'État. On ne pouvait pas négocier avec les brigadistes et une fois Moro mort, on passerait à autre chose.

Sources utilisées pour les recherches

Val Brandely

Vous parlez des témoignages, est-ce que vous vous êtes basé dessus pour l'écriture de votre mémoire d'habilitation ?

Philippe Foro

Il s'agit effectivement d'une partie des sources mais ce n'est pas la source majoritaire. J'ai d'abord travaillé sur des archives qui n'avaient pas été utilisées par les historiens italiens, par exemple. Ce sont des archives françaises, celles du Quai d'Orsay. Les ambassadeurs à Rome faisaient régulièrement des rapports au Quai d'Orsay, au ministère des Affaires étrangères. Je suis donc allé à La Courneuve pour travailler sur les archives des correspondances entre les ministres et les ambassadeurs français des années 60-70, au moment où Moro était président du Conseil, au moment de l'affaire Moro, etc. J'ai pu travailler sur cet apport.

C'est vrai qu'après le drame, la famille d'Aldo Moro a essayé de témoigner de ce que fut le défunt. Les enfants d'Aldo Moro ont écrit, il y a eu des livres de ses filles, de son fils Giovanni. J'ai eu l'occasion de lui écrire et il m'avait très aimablement répondu en me disant qu'il était heureux qu'un historien étranger s'intéresse à son père. Ça lui faisait très plaisir et il m'encourageait à travailler dessus. Mais il ne voulait pas me rencontrer pour reparler de l'affaire, de la mort de son père, etc. Donc oui, les témoignages de la famille font partie de mes sources.

J'ai également pu travailler sur une source intéressante, je dirais même émouvante. Ce sont des lettres écrites au moment de l'incarcération d'Aldo Moro par les Brigades rouges. Des Italiens écrivaient à Madame Moro pour lui dire : « Madame, nous sommes touchés par ce qui se passe. Nous sommes tristes. Nous prions pour votre mari. » Je dirais qu'on voit là une sorte de « morothéisme » populaire, avec ce petit peuple italien qui s'adresse à Madame Eleonora Moro. De même, de nombreux prêtres, des supérieurs de couvent, ont écrit à Madame Moro.

Ce sont des archives où il y a de la chair, où il y a un sentiment, quelque chose de fort. J'ai eu un sujet où il y avait un drame humain et familial. Et la société qui a vécu ça... Aujourd'hui, les Italiens se souviennent encore de ce qu'ils faisaient le 16 mars et le 9 mai 1978, ils s'en souviennent. Et moi-même, historien français qui a travaillé pendant des années là-dessus, comme je le dis d'ailleurs à la fin de mon travail, je ne passe pas une journée sans avoir une pensée, à un moment donné, pour Aldo Moro.

Remerciements

Val Brandely

Merci beaucoup Philippe Foro pour cet entretien. C'était Val pour le podcast de *Mondes Sociaux*. Au revoir et à bientôt.